

Ont contribué à ce numéro



D.R.

Jean-Marc ASTORG, après avoir été diplômé de l'École Centrale des Arts et Manufactures en 1985, a rejoint la direction des lanceurs du CNES pour travailler sur le projet d'avion spatial HERMES.

Il occupe différents postes à responsabilités dans le domaine des lanceurs européens alternativement

dans des fonctions de préparation du futur et de développement. Il anime notamment de 1991 à 1998 les études qui conduiront aux décisions de programme de la nouvelle version Ariane 5ECA et du petit lanceur VEGA.

En 1998, il devient chef de projet du développement du nouvel étage supérieur ESC-A de Ariane 5, et conduit ce développement jusqu'à sa qualification.

En 2003, il est nommé chef de projet Soyouz en Guyane, projet qu'il dirigera depuis son montage technique et financier en 2003 jusqu'à son aboutissement avec la réussite du premier lancement en octobre 2011.

En novembre 2011, il est nommé directeur des achats, recettes externes et affaires juridiques du CNES. Il est aussi le directeur du CNES en charge de la propriété intellectuelle.

En 2015, il est nommé directeur des lanceurs du CNES, dirige une équipe de 300 ingénieurs en charge du soutien du CNES à l'exploitation de Ariane 5, de la construction du pas de tir de Ariane 6, et de la préparation des futurs lanceurs à travers des démonstrateurs comme Prometheus, Callisto et Themis.

En 2022, Jean-Marc Astorg est nommé directeur de la stratégie du CNES en charge de la préparation du futur, de proposer la programmation englobant toutes les thématiques du CNES, et de conduire une profonde transformation de l'environnement du CNES et de de l'écosystème en redéfinissant les modes d'intervention du Centre national d'études Spatiales.

Jean-Marc ASTORG est chevalier de l'ordre national du Mérite, et membre de l'International Academy of Astronautics (IAA) et de l'Académie de l'Air et de l'Espace (AAE).

Nathalie BAKHACHE est secrétaire générale de la Société Le Nickel (SLN) à Nouméa, Nouvelle-Calédonie.

Richard H. BAILEY est président de Pacific Beachcomber (PBSC).



D.R.

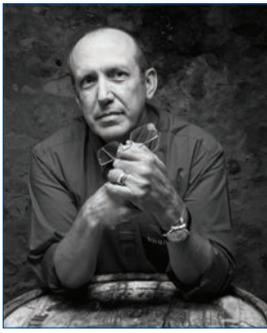
Philippe BAPTISTE,

né en 1972, est docteur de l'Université de Technologie de Compiègne et ingénieur civil des Mines de Nancy. Il détient également un MSc de l'Université de Strathclyde à Glasgow, un DEA de Sorbonne Université et une habilitation à diriger des recherches.

Scientifique venant du numérique, Philippe Baptiste est un spécialiste d'algorithmique, d'optimisation combinatoire, de recherche opérationnelle et d'intelligence artificielle. Il a mené une carrière académique comme chercheur au CNRS (1999), au Watson Research Center d'IBM (2000-2001), et comme professeur chargé de cours à l'École polytechnique (2002-2012). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et d'environ 150 publications et communications scientifiques. Il a dirigé le laboratoire d'informatique de l'École polytechnique, créé l'Institut des sciences de l'information et de leurs interactions avant de devenir en 2014 directeur général délégué du CNRS, l'un des premiers partenaires du CNES. Il a aussi siégé au CA de l'Inria.

Tout en menant une carrière académique, Philippe Baptiste a aussi participé à la création et au développement de plusieurs *start-up*, et mené de nombreuses collaborations avec des industriels du numérique, de l'aéronautique et de la défense. Il a été directeur scientifique puis CTO du groupe Total (2016-2017), et *Partner and Director* au sein du Boston Consulting Group (2020).

De mai 2017 à avril 2019, il a été le directeur de cabinet de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, puis, en novembre 2019, conseiller du Premier ministre Édouard Philippe. Il a suivi tout au long de cette période la politique spatiale.



D.R.

Emmanuel BÉCHEAU, bordelais d'origine, travaille comme commercial dans diverses sociétés viti-vinicoles dès la fin de ses études en 1986.

Suivant sa femme en 1997 en Martinique dont elle est originaire, il est très vite recruté en tant que responsable commercial et administratif pour la société Héritiers

Crassous de Médeuil, connue pour son rhum : le Rhum JM.

En 2002, la société est rachetée par GBH (Groupe Bernard Hayot). Emmanuel Bécheau est alors envoyé pour gérer la production d'une autre distillerie du groupe présente en Martinique : Héritiers H. Clément, qui produit le célèbre rhum Clément.

Après dix années passées loin de sa distillerie de cœur, il prend la gestion de Héritiers Crassous de Médeuil (Distillerie de Fonds-Préville) et devient directeur général. Chargé du développement et de la mise aux normes de cette distillerie, il poursuit l'objectif que l'on lui a confié d'augmenter le niveau de production de 5 000 HI à 20 000 HI (de 2012 à 2018) dans le respect des normes environnementales et des normes de sécurité. Cet objectif ayant été atteint, il est maintenant question de doubler la production.



D.R.

Aujourd'hui responsable QHSE-RSE de la Distillerie de Fonds-Préville,

Fanny POUGEOISE

(photo : au milieu) est, elle aussi, d'origine bordelaise. Elle est diplômée de l'École Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques de Bordeaux depuis septembre 2021 en tant qu'ingénieure

agronome. Spécialisée en management QHSE-RSE des filières agroalimentaires, elle a commencé ses fonctions au sein de la distillerie en décembre 2021.

Stagiaire à la Distillerie de Fonds-Préville depuis janvier 2023, **Leïla PUEYO** (photo : à droite) est actuellement en école d'ingénieur agronome à Montpellier.



D.R.

Bruno BELLANGER,

ingénieur diplômé de l'École Nationale Supérieure des Arts et Industrie de Strasbourg 1, travaille dans le plus important groupe industriel de Polynésie française (Groupe Brasserie de Tahiti) depuis 1988.

Fortement impliqué dans la vie économique de la Polynésie au travers de multiples mandats de représentation.

Il a été membre du Conseil Économique Social et Culturel, président du Medef, plusieurs mandats de président du Syndicat des industriels de

Polynésie française, représentant de l'industrie au Comité Consultatif d'Agence de l'Institut d'Émission d'Outre-Mer, administrateur de la SOFIDEP (banque de développement), de l'Université du Pacifique Sud...



D.R.

Matthieu BERGOT

est né en 1969. Il a fondé Tabga en 2020, et développe une activité de conseil en stratégie de décarbonation, principalement pour des entreprises basées dans les outre-mer. Il intervient par ailleurs à Sciences-Po à Lille (master « Management Responsable des Entreprises/RSE : Enjeux environnementaux et Stratégie climatique »).

Son engagement dans les outre-mer inclut des missions : en Polynésie Française (1990) comme officier dans la Marine nationale ; en Martinique, Guadeloupe et Guyane (2010-2017), Cuba et Haïti comme délégué général Apprentis d'Auteuil Caraïbe-Guyane ; en Martinique, comme fondateur et dirigeant (2017-2020) de l'ICEA (université privée).

Depuis 2020 il est intervenu à nouveau en Guyane et en Martinique, ainsi qu'à Mayotte. Depuis 2022, il est membre du *think tank* de la FEDOM.

Il est diplômé de l'École polytechnique (89) et de Telecom Paris, qui ont marqué les quinze premières années de sa carrière en marketing, développement, conseil et innovation dans les télécoms et les nouvelles technologies.



D.R.

Éric de BOLLIVIER,

né le 21 août 1980, est diplômé de l'École Centrale Marseille.

Il a commencé sa carrière en tant qu'ingénieur d'exploitation à La Réunion, dans une des installations de production d'électricité en cogénération du Groupe ALBIOMA. De 2009 à 2019, il y occupe différents postes dont celui

du directeur général de la Compagnie Thermique de Bois-Rouge, puis celui de directeur de la zone Réunion-Mayotte.

En 2019, il rejoint Tereos Océan Indien en qualité de directeur industriel. Il se voit confier la responsabilité des outils industriels de la Coopérative à la Réunion, de la production des sucres jusqu'aux activités de stockage et conditionnement.



D.R.

Gérard BONHOMME

est Professeur émérite de l'Université de Lorraine, Institut Jean Lamour, UMR 7198 CNRS-Université de Lorraine.

Président de la Commission Énergie & Environnement de la Société Française de Physique.

Il est ingénieur de l'École Centrale de Nantes, docteur en physique des plasmas et

docteur ès sciences.

Au cours de sa carrière universitaire, il a effectué des recherches en physique des plasmas, essentiellement dans le domaine de l'étude des instabilités et de la turbulence, avec une centaine d'articles publiés ; il a contribué à la création et à la gestion de structures et projets de recherche et de formation au niveau national et international (Erasmus Mundus notamment), dans le domaine de la fusion magnétique, en lien avec le projet ITER.

Il est actuellement Professeur émérite à l'Institut Jean Lamour à l'Université de Lorraine, très engagé dans la réflexion sur les thèmes liés à l'énergie, notamment en tant que président de la Commission Énergie & Environnement de la Société Française de Physique, et membre de l'Energy Group de la European Physical Society.



D.R.

Stéphane BROSSARD

est ingénieur Centrale Nantes promo 1994.

Il a été ingénieur BET CMOI de 1955 à 2000, directeur commercial CMOI de 2000 à 2005, directeur général CMOI de 2006 à 2012, directeur agence Eiffage Réunion de 2012 à 2015, directeur patrimoine CBO territoria de 2016 à 2020.

Il est président Argos Habitat et Argos Industrie depuis 2021.

Il a présidé aussi plusieurs associations (FRBTP / ACERBAT).

Et il a d'autres mandats d'administrateurs (SHLMR / UBP / ADIL / CAUE).

Giovanni CELESTE

est le fondateur de la société Dodorassik Games, studio de jeu vidéo indépendant qui concentre ses projets sur l'impact du jeu vidéo sur les enjeux de société tels que l'éducation, le développement durable ou encore l'inclusion.

À titre bénévole, il s'implique aussi dans le développement du territoire réunionnais. Il est membre du conseil d'administration de Digital Réunion, association des entreprises du numérique à La Réunion,

où il préside la commission Jeu Vidéo & ICC. Il est aussi membre du conseil d'administration du Collectif Bouftang, association régionale des professionnels du jeu vidéo ; du bureau de l'association Webcup, qui œuvre contre la fracture numérique et anime le territoire avec des actions en faveur de l'entrepreneuriat et du numérique ; et de l'International Game Developer Association : Climate Change.

Il intervient ponctuellement en tant que formateur sur les sujets du *mindset* entrepreneurial ; le jeu et l'impact sociétal ; l'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi ; mais aussi parfois des sujets techniques comme le code ou le graphisme.



D.R.

Marie-Anne CLAIR

a entièrement consacré son parcours professionnel à l'espace au sein du CNES depuis 1983, en touchant à de nombreuses thématiques, depuis les bureaux d'études jusqu'à des postes de direction en passant par des responsabilités de cheffe de projets.

Elle a été très impliquée

dans de nombreuses missions scientifiques, notamment l'observatoire de rayonnement gamma Integral, a assumé la responsabilité de la filière Myriade, un des premiers partenariat public-privé dans le domaine du spatial français et première filière française de micro-satellites qui a vu la réalisation de près de 20 exemplaires. Elle a été en charge des activités ballons stratosphériques, et a participé à la construction du dossier Ariane 6 en 2014.

Elle a créé et dirigé la direction des systèmes orbitaux du CNES de 2017 à 2019. Pendant ces années se sont concrétisées, en collaboration avec l'industrie et les laboratoires scientifiques, les missions phare d'exploration martienne, SEIS sismomètre ultra-sensible et Supercam, instrument principal du rover Persévérance qui s'est posé sur Mars le 18 février 2021. Sous sa direction, deux initiatives majeures de partenariat public-privé ont vu le jour : avec Airbus Defense and Space, la constellation CO3D, qui a pour mission une modélisation globale de la surface de la Terre en trois dimensions ; et avec Hemeria, le nano-satellite Angels, brique de base de la constellation d'IOT Kineis qui portera la mission Argos.

Elle est depuis novembre 2019 directrice du Centre Spatial Guyanais.

Distinctions :

Elle a été nommée en 2022 membre de l'International Academy of Astronautics et correspondante de l'Académie de l'Air et de l'Espace ; en 2020, officier de la Légion d'honneur ; en 2007, chevalier de la Légion d'honneur, en 2005, Médaille d'argent de l'Académie de l'Air et de l'Espace et en 2002, chevalier de l'ordre national du Mérite.



D.R.

Thierry DÉAU

est président-directeur général de Meridiam. Il a fondé Meridiam, une société d'investissement à mission (B Corp), spécialisée dans le développement, le financement à long terme et la gestion de projets d'infrastructures durables, en 2005, avec la conviction que l'alignement des intérêts des secteurs

public et privé peut apporter des solutions aux besoins essentiels de la collectivité. Avec plus de 20 milliards de dollars d'actifs sous gestion, l'entreprise compte à ce jour plus de 120 projets en développement, en construction ou en exploitation.

Avant de rejoindre Meridiam, il a travaillé à la Caisse des Dépôts et Consignations, où il a occupé plusieurs postes au sein de sa filiale d'ingénierie et de développement Egis Projects : chef de projet, puis directeur des projets de concession, jusqu'à sa nomination au poste de directeur général en 2001.

Il est actuellement membre du conseil d'administration de la Fondation des Ponts ; membre du comité d'investissement du Fonds Européen d'Investissement Stratégique (FEIS) ; président de Archery for Inclusive Leadership ; fondateur de la fondation Africa Infrastructure Fellowship Program Foundation (AIFP Foundation) ; membre fondateur du Partenariat pour l'investissement et le développement durable (SDIP) du World Economic Forum ; membre du Sustainable Markets Council pour le Commonwealth du Prince de Galles ; président d'honneur de la Long Term Infrastructure Association (LTIA) ; et président de la Fondation Archery, qui soutient les jeunes talents issus de milieux défavorisés en France dans leur développement personnel et professionnel.

Thierry Déau est diplômé de l'École Nationale des Ponts et Chaussées.

Charles DUBOIS

est directeur technique, stratégie et excellence opérationnelle de Société Le Nickel (SLN).

Nicolas FRANÇOIS

début sa carrière dans le secteur de l'événementiel en 2006 où il gère à 360 degrés des événements d'envergure nationale et internationale. En 2018, il est appelé par le cabinet du maire de Nice, et refondera l'équipe organisationnelle du célèbre Carnaval, enregistrant dès la première année les meilleurs chiffres en 135 éditions. En 2020, il est appelé par le Groupe Presse Antilles Guyane et découvrira le monde du média papier. Il deviendra le directeur de production et des sites un an après, et réussira le pari d'installer deux lignes de production numériques qui permettront au quotidien d'être le premier journal au monde à être imprimé entièrement sur cette technologie. Il devient maître d'œuvre des projets, construit et réhabilite les bâtiments spécifiques à l'accueil des machines industrielles. Le projet en Martinique remportera en 2022 le prix de l'innovation technique de la presse, décerné par le salon de la Presse au Futur de Paris ; le projet Guadeloupe sortira à peine sept mois plus tard.

Aurélien GUILLOU

est économiste-statisticien à l'IEDOM et à l'IEOM, à Paris, depuis septembre 2018. Il participe notamment au suivi de la conjoncture économique de l'ensemble des territoires d'outre-mer, et à la rédaction de notes et rapports économiques. Titulaire d'un master en économie du développement, il a occupé un poste de chargé d'études au sein de l'agence IEOM de Wallis-et-Futuna, avant de rejoindre en 2016 le service économique régional de l'Ambassade de France à New Delhi, où il était chargé du suivi de la situation économique et financière en Inde et dans l'ensemble de la région d'Asie du Sud.



D.R.

Jean-François HOARAU

est professeur de sciences économiques à l'Université de La Réunion, et membre du Centre d'Économie et de Management de l'Océan Indien (CEMOI). Il est spécialisé en macro-économie internationale et du développement. Ses travaux, tournés vers l'empirisme et l'économétrie appliquée, accordent un intérêt particu-

lier aux petites économies insulaires, dont les territoires ultramarins français. Son expertise s'est notamment portée sur les aspects du tourisme, de vulnérabilité, de résilience, de convergence, et plus généralement de développement soutenable en contexte insulaire. Il participe régulièrement à des conférences internationales, et publie de manière significative dans les revues académiques à comité de lecture reconnues dans ses domaines d'expertise. Il est occasionnellement sollicité par des organismes, tels que le CESE (Conseil économique, social et environnemental), l'IRT (Île de la Réunion Tourisme), le CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale), ou encore la CNEPEOM (Commission nationale d'évaluation des politiques publiques outre-mer), pour offrir son éclairage sur les économies ultramarines françaises.



D.R.

Fils de Yves Isautier, commerçant, et de Maryvonne Boyer de la Giroday, pharmacienne, **Jérôme ISAUTIER** est né le 14 août 1966 à Chatou (78). Marié à Christine Rosely et père de trois enfants, Val, Romane et Eloïse, il fait partie de la 7^e génération de la famille Isautier arrivée à La Réunion en 1842.

Après des études secondaires à La Réunion, il s'oriente vers un cursus commercial et obtient son diplôme d'études supérieures commerciales et administratives (DESCAF) à Kedge Marseille en 1990. Fidèle à la tradition familiale, il poursuit une carrière dans l'industrie, en tant que Volontaire à l'aide technique (VAT) au sein de l'Association pour le développement industriel de la Réunion (ADIR), puis rejoint le groupe familial dont il gravira les échelons jusqu'au poste de PDG qu'il occupe aujourd'hui.

Jérôme Isautier est également très impliqué dans le développement économique de La Réunion. Il est vice-président de l'ADIR dont il a été président de 2011 à 2016, président de la commission économie de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM), donateur et administrateur du Comité Alizé, qui attribue des prêts d'honneur aux porteurs de projets, et actionnaire et administrateur du fonds d'investissement Entrepreneurs 974, dédié à la croissance des entreprises réunionnaises.



D.R.

Hugo LAPEYRONIE

est chargé de recherche au sein du département Diagnostics économiques et politiques publiques de l'Agence française de développement qu'il a rejoint en 2020. Diplômé d'un master 2 en économie internationale, il prépare un doctorat en économie du développement durable au

sein du Centre d'économie de la Sorbonne (CES) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ses travaux portent sur les nouveaux enjeux de développement durable associés à la demande croissante des minerais nécessaires à la transition énergétique.

Philippe LEMOINE,

66 ans, est ingénieur des travaux publics de l'État de formation. Il a exercé en tant que fonctionnaire dans l'administration des Transports, tant à des postes de terrain (en Corse, en métropole et en outre-mer) qu'à des postes d'administration centrale. Puis il a occupé les fonctions de directeur d'un département portuaire à l'étranger dans une société d'ingénierie française. Il est aujourd'hui président du directoire et directeur général du Grand Port Maritime de la Guyane.

Il a ainsi une expérience professionnelle de plus de quarante ans, au travers d'un parcours qui lui a permis d'appréhender la gestion de projets à la fois au sein de l'administration française tant à des niveaux régionaux, y compris en outre-mer, qu'à des niveaux ministériels, et d'un bureau d'études dédié à l'international.

Son expérience est principalement orientée vers la planification et les études d'infrastructures de transport et de support d'activités économiques, tout en maîtrisant l'ensemble des volets institutionnels, socio-économiques, techniques et environnementaux. Il a mené de nombreuses missions concernant le développement d'infrastructures et de services de transports maritimes, fluviaux et portuaires, tant en France qu'à l'étranger.

Son intervention dans le domaine du conseil tant auprès d'opérateurs privés que d'autorités publiques de gestion lui confère une vision globale des partenariats public-privé. La prise en compte des enjeux liés à la préservation de l'environnement et au développement socio-économique, dans le cadre de la transition énergétique et écologique, est un défi quotidien pour ce gestionnaire d'infrastructures.

Franck LUCAS

est maître de conférences à l'Université de la Polynésie française.

Hervé MARITON

est président de la Fédération des entreprises des outre-mer (Fedom). Ingénieur général honoraire du corps des Mines, il est membre associé du Conseil général de l'économie (CGE).

Ancien élève de l'École polytechnique, diplômé de l'IEP de Paris et titulaire d'un DEA de gestion de Paris-Dauphine, Hervé Mariton a été ministre de l'Outre-mer en 2007, député de la Drôme entre 1993 et 2017 (auteur de plusieurs rapports pour la commission des finances sur les transports et l'énergie) et est, depuis 1995, maire de Crest.

Hervé Mariton est membre du comité de rédaction de la revue *Commentaire* et de la série *Réalités industrielles* des Annales des Mines.



D.R.

Laurence MONNOYER-SMITH

est directrice du développement durable au CNES. Elle pilote le programme d'Observatoire Spatial du Climat, lancé par le président de la République Emmanuel Macron au Salon du Bourget en juin 2019, qui rassemble 36 agences spatiales et organisations internationales.

Elle est également en charge de la politique RSE du CNES, dont elle vient d'élaborer la stratégie.

Titulaire d'un doctorat en sciences de l'information et de la communication et d'une habilitation à diriger des recherches, elle a dirigé le laboratoire de sciences humaines et sociales de l'Université de Technologie de Compiègne où elle a été Professeure, et a dirigé des thèses sur la démocratie électronique, les dispositifs électroniques de médiation citoyenne, les données publiques, et le développement de la culture numérique et des nouvelles formes de citoyenneté.

En 2013, elle devient vice-présidente de la Commission nationale du débat public, et contribue activement à développer des outils de démocratie représentative et participative. Première femme et première universitaire à ce poste, elle consacre deux ans à la modernisation des méthodologies employées par la CNDP, conçoit le dispositif de conférence de citoyens sur les déchets radioactifs à Bure, et préside le débat public sur les éoliennes *offshores* du Tréport.

Laurence Monnoyer-Smith est nommée en mai 2015 en Conseil des ministres, déléguée interministérielle et commissaire générale au Développement durable au Commissariat général au Développement durable, au sein du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer. À ce titre, elle porte notamment la réforme de l'évaluation environnementale et de la participation citoyenne après le drame de Sivens, et contribue au lancement de la première obligation verte française. Au titre de déléguée interministérielle, elle conduit l'élaboration de la feuille de route française pour la mise en œuvre de l'agenda 2030 du développement durable. Laurence Monnoyer-Smith est chevalier de la Légion d'honneur.



D.R.

Pascal NOIR

est diplômé de l'INSA Lyon option génie mécanique construction, promotion 1987. Il est rentré à la direction des lanceurs du CNES fin 1987 en tant qu'ingénieur études et développement au sein du département propulsion liquide.

Il était alors responsable du développement des équipements propulsifs de l'EPC de Ariane 5 puis du système de commande et de pressurisation de cet étage, incluant notamment le développement du Sous-Système Hélium Liquide.

De 1994 à 1996, il a participé en tant qu'autorité de conception aux essais d'étage EPC en Guyane. Fin 1997, il a été en charge du Système Correcteur de Roulis permettant de corriger l'anomalie rencontrée sur le vol 502.

En 1998, il a pris la responsabilité technique de l'ingénierie fonctionnelle de l'EPC pour les évolutions de Ariane 5 soit essentiellement le lanceur A5ECA. Après l'échec du vol A5ECA 517 le 11 décembre 2002, il a été impliqué dans le processus de qualification qui a permis le retour en vol d'A5ECA le 12 février 2005.

En 2005, il est devenu chef de projet de l'EPC, puis chef de projet lanceur à partir de 2006 pour plusieurs missions stratégiques ou institutionnelles. Il s'agissait notamment du lanceur Ariane 5GS, qui a permis de valider la faisabilité du rallumage du deuxième étage en vol au profit de l'ATV, et de lancer le satellite institutionnel Hélios en 2009. Cette fonction couvrait également la qualification du lanceur A5ES qui a lancé les cinq missions ATV et une partie de la constellation Galileo en alternance avec Soyouz.

À ce titre il a été en charge du dossier démontrant la faisabilité technique et programmatique du lancement de Galileo sur Ariane 5.

En 2012, il a poursuivi ses activités dans le cadre de l'équipe intégrée ESA / CNES jusqu'à la qualification du lanceur Ariane 5ES Galileo en 2015.

En 2016, il a rejoint la sous-direction projets futurs du CNES, avec la responsabilité de chef de projet R&T Système Lanceur et Environnement. Dans ce cadre, il a notamment été en charge de la définition de la *roadmap* écoconception / environnement, qui a proposé le projet de production de biométhane en Guyane BIFROST.

Claude PERRIER

est un dirigeant d'entreprise français. En 1998, il rejoint RFO. Puis de 1999 à 2013, il rejoint la direction de Radio France. En juin 2013, il est nommé directeur de France Bleu. Le 10 juin 2014, il quitte la direction de France Bleu et le groupe Radio France. Il sera nommé quelques mois plus tard à la direction de la publication du journal *La Provence* et de sa régie, et le 20 février 2015, il est nommé PDG du journal marseillais. Il démissionne de son poste de PDG du groupe *La Provence* le 2 mai 2017. Il intègre en octobre 2017 le cabinet de Christian Estrosi en tant que conseiller

spécial chargé de la stratégie, des relations publiques et des médias. Après trois années passées à la Ville de Nice et à la Métropole NCA, Claude Perrier prendra le 1^{er} septembre 2020 la direction générale du journal *France-Antilles*, où il modifiera totalement la stratégie commerciale et industrielle, notamment en installant deux imprimeries numériques de dernière génération en Martinique et Guadeloupe.



D.R.

Stefan SONTHEIMER

connaît bien les enjeux énergétiques calédoniens. Il a noué un lien particulier avec ce territoire depuis qu'il y a effectué son service national en 2000. Il a ensuite rejoint le « petit » monde du renouvelable français en intégrant la société Aérowatt à Orléans en 2004. C'est en travaillant sur des projets éoliens qu'il a

commencé à œuvrer pour le développement de la filière renouvelable calédonienne, ce qu'il n'a jamais totalement cessé de faire depuis. En 2018, il retourne sur l'île et devient directeur de TotalEnergies Renouvelables Pacific, avec pour ambition de participer à la transition énergétique des usines métallurgiques. Un enjeu de taille puisque l'industrie des mines de nickel est électro-intensive, et importe l'essentiel de son énergie.

Bruno TERRIEN

est économiste-statisticien à l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM), chargé d'assurer la continuité territoriale des missions de banque centrale dans les départements et collectivités d'outre-mer dont la monnaie est l'euro et à l'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), banque centrale des collectivités françaises du Pacifique.

Titulaire d'un doctorat en économie, il a occupé plusieurs fonctions à la Banque de France, notamment à la Direction de la balance des paiements (dans le domaine de la collecte, de l'analyse et de la diffusion des statistiques d'investissements directs) ou au service Études de la région Centre-Val de Loire (exploitation des enquêtes régionales de conjoncture).

À l'IEDOM et à l'IEOM, il participe notamment aux études sur les entreprises ultramarines (délais de paiement, situation financière, défaillances).

ZEBOX Caraïbes,

hub caribéen de ZEBOX, réseau d'incubateurs de *start-up* du Groupe CMA CGM fondé en 2018 par Rodolphe SAADÉ, accompagne les porteurs de projets locaux pour les aider à explorer ce marché au grand potentiel et à s'étendre au-delà. ZEBOX Caraïbes propose aux entrepreneurs de toute la région un programme d'accompagnement dispensé pendant une durée de douze à dix-huit mois. Ce programme s'adresse aux entrepreneurs développant un projet porteur d'innovations technologiques dans les domaines de la *supply chain*, de la logistique, des mobilités ou de l'industrie 4.0.